

# La guerre du Liban (1975-1990) : conflit politique ou guerre de religion ?

Yann BOUYRAT

Professeur d'histoire-géographie au lycée Joachim du Bellay

Chargé de cours à l'UCO d'Angers

Chercheur associé au CEMMC – Bordeaux III

Trinôme – *Guerres et religions au XXème siècle*

Nantes, le 18 avril 2016

Entre 1976 et 1990, le Liban et ses populations se sont retrouvés plongés dans une guerre sans fin.

## - Conflit terrible :

\* L'évaluation varie entre 70 000 morts ([Boutros Labaki, Khalil Abou Rjeily, Bilan des guerres du Liban, L'Harmattan, 1993](#)) et 150 000 morts ([New York Times, 3 novembre 1990](#)).

\* A ces morts s'ajoutent un nombre au moins équivalent de blessés graves, définitivement marqués dans leur chair par ce drame.

\* La guerre a enfin généré un nombre important de déplacés : sur une population d'un peu moins de 3 millions d'habitants, près de 900 000 personnes ont émigré, vers l'Europe, l'Amérique du nord ou les pays du Golfe essentiellement. A ce nombre s'ajoute de nombreux déplacés internes, contraints d'abandonner définitivement leurs maisons : en tout plus de 800 000 personnes.

\* Cette guerre dramatique n'a épargné ni l'âge, ni le rang :

Ex 1 : au cours de cette période, deux présidents libanais sont morts moins de 3 semaines après avoir été élus.

Ex 2 : même hécatombe chez les chefs de factions. Ex : Kamal Joublatt, assassiné en 1977, et dont le fils, Walid, doit, moins d'un mois après sa mort, rendre visite et enlacer le probable commanditaire de cet assassinat.

## - Conflit original :

\* Effondrement de l'Etat au profit de milices, déliquescence de l'armée mais maintien constant, sauf à partir de 1988, de la fiction d'une vie politique réglée avec l'élection de plusieurs présidents de la République, des gouvernements successifs et une assemblée, qui, tout en n'étant pas renouvelée entre 1972 et 1990, continue à voter des lois ou ratifier des accords internationaux.

\* Paradoxe d'une guerre civile qui touche un petit pays, grand comme la Gironde et ne disposant d'aucune ressource naturelle, et l'intérêt qu'il suscite à l'échelle non seulement régionale mais aussi mondiale.

## - Conflit religieux ou a-religieux ?

\* A première vue, le caractère religieux du conflit fait peu de doutes : il est, dès 1975, souligné dans les médias, qui parlent volontiers de milices chrétiennes ou musulmanes. Il est évoqué par les acteurs eux-mêmes (ex : les chefs des Forces libanaises qui créent en 1985 le *Mouvement de la décision chrétienne*). La ville de Beyrouth elle-même symbolise cette division politico-religieuse avec l'opposition, de part et d'autre de la route de Damas, entre Beyrouth-Est (secteur chrétien) et Beyrouth-Ouest (secteur musulman). Il serait donc absurde de faire de la guerre du Liban une guerre a-religieuse.

\* Il serait cependant tout aussi aberrant de n'en faire qu'une guerre de religion réactualisée. Comme nous le verrons, bien d'autres facteurs, internes ou externes au Liban, entrent en ligne de compte pour en expliquer aussi bien le déclenchement, que le cours.

### - Problématique :

La bonne question n'est donc pas de savoir si la guerre du Liban fut ou non un conflit religieux, mais de voir plutôt si, dans ce conflit, le rôle joué par la religion a été essentiel ou secondaire. Pour le dire autrement, il s'agit de savoir si les décisions, les comportements des acteurs ont été avant tout déterminés par leurs convictions religieuses, ou si, au contraire, la religion n'a constitué qu'une variable d'ajustement, un instrument utile, brandi par les protagonistes du conflit pour atteindre des objectifs politiques ou stratégiques d'une toute autre nature.

### - Plan :

La réponse à cette question n'est pas simple et je ne prétends pas en moins d'une heure la résoudre. En réalité la place occupée par la religion dans la guerre du Liban fluctue fortement suivant les périodes. Pour mesurer son empreinte, nous avons choisi de nous intéresser à 3 moments clefs de cette guerre : son déclenchement, son déroulement et sa conclusion.

## I- Un pays victimes de ses antagonismes religieux ou de son environnement politique ?

### A- Le Liban, une poudrière religieuse ?

Dans le déclenchement de la guerre, le facteur religieux n'est pas à négliger. En 1975, le Liban apparaît comme un pays très divisé. Sur le plan religieux, il présente 3 caractéristiques importantes :

- La variété et l'ancienneté de ses communautés religieuses.
- Des rapports historiquement très changeants entre les communautés libanaises, oscillant entre entente et hostilité.
- Un renforcement de plus en plus marqué de l'emprise communautaire sur les individus (confessionnalisme).

#### 1- Un Etat-mosaïque

De tous les pays du Moyen-Orient, le Liban est celui qui compte la plus grande variété religieuse. Presque tous les courants du christianisme ou de l'Islam y sont représentés.

- En tout, **16 communautés religieuses** coexistent en 1975.

\* 11 communautés chrétiennes : les plus nombreux sont les maronites (80% des chrétiens, 30% de la population libanaise), mais on trouve aussi des chrétiens d'Orient (grecs-orthodoxes, jacobites, chaldéens, arméniens grégoriens), des latins et des protestants.

\* 5 communautés musulmanes : les plus nombreux sont les chiites duodécimains (plus d'1/4 de la population) et les sunnites (1/4 également), mais on trouve aussi des druzes, et, plus marginalement, des ismaéliens et des alaouites.

- Des **implantations spécifiques** :

\* Les communautés favorisées par les pouvoirs qui se sont succédés dans la région (Empire byzantin, califats omeyyade et abbasside, mamelouks, ottomans), c'est-à-dire les sunnites et les grecs-orthodoxes, sont concentrées dans des régions accessibles : Les grecs-orthodoxes se trouvent eux dans la plaine du Koura au nord du pays, les sunnites dans la région de Tripoli et de Saïda.

\* Les communautés qui, au cours de leur histoire, ont été persécutées car considérées comme déviantes, se trouvent plutôt dans des régions accidentées, plus difficilement accessibles par les pouvoirs en place : Békaa pour les chiites, Chouf pour les druzes, nord du Liban pour les maronites, obligés au moyen-âge de fuir la vallée de l'Oronte.

## **2- Des rapports changeants depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle**

Entre le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle et 1970, les rapports entre les communautés religieuses, et notamment entre chrétiens et musulmans ont considérablement variés :

- **Avant 1840** : situation simple.

\* Sur la côte libanaise (Beyrouth, Saïda, Tripoli), administrée directement par les pachas ottomans, les populations chrétiennes étaient réduites au statut de *dhimmi* comme dans le reste de l'Empire Ottoman. Elles étaient cependant moins mal traitées que les chrétiens du *Bilad as-Sham*.

\* Dans la Montagne, les deux communautés dominantes étaient les Maronites et les Druzes. Ces derniers vivaient dans le cadre d'un émirat très autonome par rapport au pouvoir ottoman et jouissaient de libertés inconnues des autres chrétiens (droit de construire des églises, de porter des armes, etc...).

- **Années 1840-1860 : Choc européen et premiers affrontements**

\* Le renforcement de la présence européenne sur le littoral ou dans la Montagne libanaise, les pressions exercées par l'Europe sur l'Empire Ottoman pour qu'une égalité de traitement soit accordée aux musulmans et aux chrétiens, provoquent entre 1840 et 1860 une violente réaction du petit peuple musulman.

\* Conséquences : dans la Montagne, *harakas* (affrontements) entre druzes et chrétiens en 1841 et 1845, et surtout, massacres de 1860. Élément intéressant : dans ces massacres, un rôle clef est joué par une grande famille féodale druze, celle des **Joumblatt**. En Syrie, massacres de Damas du 9 au 15 juillet 1860.

\* Ces massacres provoquent une intervention diplomatique de l'Europe et militaire de la France de Napoléon III, et un remodelage des structures administratives et politiques du Liban.

- **1861-1946 : apaisement des tensions confessionnelles.**

2 raisons :

\* Surveillance étroite de l'Europe de 1861 à 1914, le Liban jouissant d'un régime administratif dérogatoire par rapport au reste de l'Empire, la *moutassaifiya* (gouverneur chrétien nommé par la Porte en accord avec le concert européen, vigilance des ambassadeurs européens), domination française de 1920 à 1943 (mandat).

\* Prospérité de la région (privilèges fiscaux exorbitants à l'époque de la *moutassarifiya*, administration efficace à l'époque du mandat).

## **3- Le venin du confessionnalisme**

Ces années de calme sont aussi celle où se diffuse une pratique dangereuse, véritable bombe à retardement : le confessionnalisme.

- **Confessionnalisme politique** : partage des fonctions politiques ou administratives en vertu de l'appartenance religieuse.

\* Il commence à l'époque du mandat. Art 95 de la Constitution du « Grand Liban » en 1926 stipule qu'« à titre provisoire, (...) les communautés seront également représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère sans que cela puisse cependant nuire au bon fonctionnement de l'Etat ».

\* Pratique maintenue après l'indépendance : adoption du Pacte national en 1943 par le président de la République **Béchara el-Khoury**, qui est maronite et le président du Conseil **Riad es-Solh**. Il prévoit une distribution des fonctions politiques et administratives en fonction de l'importance numérique de chaque communauté, sur la base du recensement de 1932, qui accordait 55% de la population aux chrétiens. Ex : le président de la République doit être maronite, le président du Conseil sunnite, le président de la Chambre chiite, le vice-président grec-orthodoxe. La Chambre des députés, qui élit le président de la République, sera constituée de 5 députés musulmans et druzes pour 6 députés chrétiens (en tout 54 députés chrétiens contre 45 musulmans).

#### - **Confessionnalisme social** :

\* Il commence aussi sous le mandat. Arrêté n°60 L. R. de 1936 établit la notion de communauté historique au Liban. Chaque communauté dispose de son propre statut personnel.

\* Cette situation est maintenue après l'indépendance. L'article 14 de cet arrêté prévoyant l'institution de communautés de droit commun échappant aux statuts personnels religieux n'a jamais été mis en application par l'Etat libanais.

#### **4- L'aggravation des tensions politico-religieuses dans les années 1950-1960**

Pendant les années 1950-1960, les tensions confessionnelles recommencent à croître :

#### - De **puissants mouvements politiques** se constituent :

\* Certains sont transconfessionnels : le Bloc National, fondé en 1947 par **Emile Eddé**, d'orientation libérale et pro-occidentale, ou le PPS, Parti populaire syrien, favorable au rattachement du Liban à une grande Syrie. Fondé par un Grec-orthodoxe, **Antoun Saadé**, il compte dans ses rangs une majorité de sunnites et des druzes.

\* Certains sont en revanche, presque exclusivement à une confession : le parti Kataëb ou phalangiste. Fondé en 1936 par **Pierre Gemayel**, nationaliste et pro-occidental, il recrute presque exclusivement dans la jeunesse chrétienne et même maronite. Le parti socialiste progressiste (PSP), fondé en 1949 par **Kamal Joublatt**, est lié à la communauté druze. D'orientation marxiste, il est en fait le porte-voix des grandes familles dominant cette communauté.

- Au cours des **années 1950**, les **tensions politiques montent** entre partis de gauche, majoritairement musulmans, et partis de droite pro-occidentaux, majoritairement chrétiens.

\* Cette montée des tensions tient au contexte régional, de plus en plus bipolaire : arrivée au pouvoir du parti Baas en Syrie, prise du pouvoir par Nasser en Egypte en 1952, union syro-égyptienne (RAU) en 1958.

\* En mai 1958, la gauche libanaise, autour de **Kamal Joumblatt** et des grands leaders sunnites, comme **Rachid Karamé**, qui veulent que le Liban rejoigne la RAU, déclenchent une insurrection contre le président chrétien **Camille Chamoun**. Ce dernier fait appel aux Etats-Unis. 5 000 GI's, en application de la doctrine **Eisenhower**, débarquent à Beyrouth.

- Echec de la **stabilisation chéhabite (1958-1964)**. Suite aux fortes tensions de 1958, une tentative de stabilisation a lieu. Elle est menée par le nouveau président élu, **Fouad Chéhab**.

\* Chrétien maronite, ce dernier a 2 atouts : il vient de l'une des familles les plus prestigieuses du Liban (les Chéhab ont été émirs de la Montagne de 1697 à 1842). Il est toujours resté neutre face à l'opposition droite-gauche ou chrétiens-musulmans.

\* Tout au long de son mandat, il va tenter, et en partie réussir, à faire baisser les tensions politico-confessionnelles : politique étrangère moins pro-occidentale que celle des précédents présidents (il se rapproche de l'Egypte de **Nasser**), renforcement des services de renseignements (Deuxième Bureau) et de l'armée, garants, aux yeux de Fouad Chéhab, de la cohésion du Liban. La répression frappe les deux extrêmes de l'échiquier politique, les phalangistes et les militants radicaux du PPS.

\* Cette stabilisation ne pouvait fonctionner que si le Liban était placé sous la direction d'un homme à poigne. Problème : après le départ de **Fouad Chéhab** en 1964, le Liban va être dirigé par des présidents moins charismatiques : **Charles Hélu** (1964-1970) et **Soleiman Frangié** (1970-1976).

## **B- Des causes éminemment politiques**

Comme on le voit, dès les années 1950, l'édifice multiconfessionnel libanais était fragile. Si des heurts s'étaient déjà produits entre Libanais et avaient déjà eu une dimension confessionnelle (1958), le pays n'avait cependant à aucun moment sombré dans la guerre civile. Le déclenchement de la guerre du Liban proprement dite découle donc d'autres facteurs, essentiellement a-religieux. Certains sont propres au Liban, d'autres indépendants de lui.

### **1- Des tensions sociales croissantes**

Les tensions entre les communautés libanaises ont d'abord une dimension sociale.

- Les **chrétiens** sont, en moyenne, plus riches que les autres communautés libanaises. Ils sont en particulier très bien implantés dans le système bancaire, avec quelques grandes familles, comme les **Sursock**, les **Karam** ou les **Pharaon**.

- Du côté des **musulmans**, les communautés sunnite et druze disposent aussi de positions solides dans l'économie. Plusieurs grandes familles dominent le monde des affaires, mais aussi la vie politique, comme, pour les sunnites, les **Beyhum**, les **Salam** ou les **Solh** à Beyrouth, ou les **Karamé** à Tripoli, ou encore les **Joumblatt** pour les Druzes.

- Les populations chiites, de plus en plus nombreuses, en raison d'un différentiel de natalité favorable, sont en revanche nettement défavorisées et se considèrent comme abandonnées par le pouvoir libanais. En réaction, l'un des principaux leaders religieux de cette communauté, le charismatique **Moussa Sadr**,

fonde en 1974 le **Mouvement des dépossédés** (*harakat al-mahroumin*). Au-delà de la seule communauté chiite, son but est d'obtenir une meilleure répartition des richesses dans le pays. En 1975, ce mouvement se dote d'un bras armé, la milice AMAL (espoir en arabe).

## 2- Le facteur palestinien

L'installation d'un nombre croissant de combattants palestiniens de l'OLP au Liban a encore davantage fragilisé l'équilibre confessionnel et attisée les tensions pour plusieurs raisons :

- Leur **présence** est d'abord **diversement perçue** par les **Libanais** : elle est acceptée, soutenue par les partis de gauche et les communautés musulmanes mais elle est mal vue par les partis de droite et une majorité de chrétiens.

- Ils constituent une **force** capable d'**influer** de façon décisive sur les **rapports de forces communautaires** au Liban. Plusieurs atouts :

- \* Ils sont nombreux.

- \* Ils sont puissamment armés (ils possèdent notamment de l'armement lourd).

- \* Ils ont une implantation géographique stratégique : les camps palestiniens sont situés à la périphérie des grandes villes libanaises, ce qui permet à la Résistance palestinienne de contrôler les principales voies de communication ou de menacer d'importantes zones économiques :

Ex : Dbayé et la Quarantaine, au nord de Beyrouth, contrôlent l'autoroute littorale qui relie la capitale au Liban-Nord.

Ex : Tall el-Zaatar et Jisr el-Bacha contrôlent la route de Damas et la zone industrielle de Mkallès.

Ex : Mar Elias, Sabra, Chatila et Bourj el-Barajné, au sud de Beyrouth, contrôlent les routes allant vers le Liban-Sud, et notamment l'Aéroport international de Beyrouth (AIB) et le Palais présidentiel de Baabda.

- Ils se comportent en **maîtres** dans les **espaces** qu'ils **occupent**, constituant un véritable Etat dans l'Etat : ils constituent des barrages aux abords des camps, s'octroient le droit de fouiller les véhicules.

- En **1969**, l'**armée libanaise** tente de prendre par la force le contrôle des **camps**, mais elle échoue. Un compromis est trouvé avec la signature des **Accords du Caire** sous l'égide de **Nasser**, en 1969, entre **Yasser Arafat** - commandant de l'OLP - et le général **Emile Boustani**, commandant en chef de l'armée. Cet accord consacre l'extraterritorialité des camps des **fedayins** et le droit, pour les Palestiniens, de poursuivre leurs offensives contre Israël. En 1970, après *Septembre Noir*, près de 300 000 Palestiniens s'installent au Liban. Les attaques contre Israël, à partir du Sud Liban, se multiplient, entraînant à chaque fois de lourdes représailles de l'Etat hébreu. La tension monte entre, d'un côté, les Palestiniens et les partis progressistes, et, de l'autre, les partis pro-occidentaux, principalement constitués de chrétiens.

## 3- Les ambitions des puissances voisines

Les malheurs du Liban viennent enfin de ce qu'il compte deux puissants voisins désireux chacun de le contrôler ou de le déstabiliser :

- La **Syrie** n'a jamais accepté la création du Liban. Vu de Damas, le Liban est une région que la France a artificiellement arraché à la Syrie pour contenter ses

clients chrétiens (et même plus précisément maronites), ces derniers ne voulant pas se retrouver en minorité dans une Syrie musulmane. Sa politique consiste donc soit à placer au pouvoir un président à sa dévotion, soit à favoriser les dissensions communautaires pour s'imposer comme arbitre.

- Les **Israéliens** ont aussi intérêt à intervenir au Liban pour 2 raisons :

\* Ils redoutent d'abord les attaques menées depuis le Liban par les organisations palestiniennes. Ex : Maalot en 1974. Leur politique consiste donc à soutenir ceux qui, au Liban, sont hostiles aux *fedayins*.

\* Ils ne sont pas non plus forcément défavorables à une partition du Liban suivant des critères confessionnels : si une telle partition avait lieu, il serait plus difficile de contester le droit, pour les Juifs, d'avoir leur propre pays.

## II- Un affrontement idéologique ou une guerre de religion ?

### A- Un cours essentiellement déterminé par des facteurs a-religieux : confrontations miliciennes et interventions extérieures

Si la religion est bien présente dans le conflit libanais, ce n'est cependant pas elle qui en dicte le cours. Son évolution est principalement déterminée par les interventions, les décisions des puissances.

#### 1- Le choc entre les Forces libanaises et les forces progressistes (avril 1975-mars 1976)

La **guerre** débute le 13 avril 1975, à la suite d'un incident entre les Phalanges et des Palestiniens dans la banlieue de Beyrouth. Cet incident met le feu aux poudres et embrase tout le **Liban**. En quelques semaines, l'Etat et l'armée se disloquent et les combats se multiplient. Beyrouth, la capitale, se trouve bientôt divisée en 2 parties, l'une sous le contrôle des forces progressistes, l'autre dominée par les *Forces libanaises*.

- Dans cette première phase du conflit, **2 camps** s'affrontent :

\* D'un côté, les organisations palestiniennes (*Fatah*, mais aussi ALP, sous contrôle syrien). Elles sont très vite soutenues par les mouvements « progressistes », en particulier le PSP de **Kamal Joumblatt**. Ces forces se regroupent au sein du *Mouvement national* dès août 1975.

\* En face, les mouvements pro-occidentaux, essentiellement chrétiens, forment le *Front Libanais* en janvier 1976. Il est dominé par les *kataëb* de **Pierre Gemayel**. Les *Forces libanaises* en constituent le bras armé.

- Cette première phase est **défavorable** aux *Forces libanaises* :

\* En janvier 1976, elles parviennent à prendre le camp de la Quarantaine, permettant ainsi aux quartiers chrétiens de Beyrouth d'être reliés à la Montagne.

\* En mars 1976, les *Forces libanaises* sont repoussées de la zone des grands hôtels. Les forces palestino-progressistes contrôlent la place des Canons. Le front finit par se stabiliser le long de la route de Damas.

\* Les Forces libanaises subissent surtout de lourdes défaites au sud et dans la Montagne. Au sud, la ville de Damour, verrou sur la route de Saïda, est prise par les Palestiniens en janvier 1976. En mars-avril 1976 se déroule surtout l'offensive de la Montagne, au cours de laquelle les forces palestino-progressistes progressent dans le Metn et le Kesrouan. Le 13 mai, le numéro 2 du *Fatah* **Abou Iyad** lance sa fameuse harangue : « **La route de la Palestine passe par Jounié** ».

## 2- L'échec de la première stabilisation syrienne : de l'entrée des troupes syriennes à la bataille de Zahlé (1976-1981)

Entre 1976 et 1981, une première inflexion se produit dans le cours de la guerre : l'intervention directe de la Syrie, et sa tentative de mettre au pas les milices à son profit.

### - 4 raisons :

\* **Hafez el Assad** veut profiter de la déliquescence du pouvoir central au Liban pour se poser en arbitre.

\* Il veut aussi mieux contrôler l'OLP.

\* Il craint que les *Forces libanaises* en déroute ne se tournent vers Israël. Des négociations ont déjà été engagées en ce sens entre **Béchir Gemayel** et les dirigeants israéliens.

\* Il dispose de l'appui des Etats-Unis. Le 31 mars 1976, **Gerald Ford** délègue à Beyrouth l'ambassadeur **Dean Brown**. Il veut éviter une internationalisation de la crise, qui favoriserait un retour en force de l'URSS dans la région, et fait donc savoir à Hafez el Assad qu'il est prêt à laisser la Syrie rétablir l'ordre à condition qu'elle ne franchisse pas certaines « lignes rouges » qui pourraient menacer Israël : pas de présence syrienne au-delà de la ligne Litani-Nabatiyé, pas de déploiement de missiles SAM dans la Békaa, pas d'utilisation de la marine de guerre ou de l'aviation.

### - **Mai-mars 1976**, l'intervention prend d'abord une forme **diplomatique** :

\* 27 mars 1976, **Hafez el-Assad** invite **Kamal Joumblatt** à Damas. Il lui demande de ne pas pousser plus loin son offensive contre les chrétiens et d'accepter une intervention syrienne. Kamal Joumblatt refuse.

\* 8 mai 1976, un président pro-syrien, **Elias Sarkis**, est élu par le Parlement libanais.

### - **Juin 1976** : elle devient **militaire** :

\* 1<sup>er</sup> juin 1976, 8 000 soldats syriens envahissent le Liban.

\* En septembre 1976, les forces syriennes déclenchent la bataille du Haut Metn contre les forces palestino-progressistes, et contraignent ces dernières à se replier au sud de Bhamdoun et Aley.

\* Cette intervention permet aux Forces libanaises de relever la tête : elles s'emparent de 2 camps palestiniens stratégiques, Jisr el-Bacha en juin 1976, puis Tell el-Zaatar en août 1976, puis du quartier chiite de Nab'a, également en août 1976.

- **Octobre 1976** : elle est **validée** par la **Ligue arabe** :

\* Octobre 1976 : une conférence se tient à Riyadh, en Arabie Saoudite. Elle prévoit une stabilisation du Liban par l'envoi d'une *Force arabe de dissuasion (FAD)* composée de 30 000 soldats (dont 25 000 Syriens). Théoriquement placée sous l'autorité du président de la République libanaise, **Elias Sarkis**, elle doit se déployer sur l'ensemble du territoire libanais. Est aussi mis en place un comité quadripartite composé de l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Égypte et la Syrie, chargé de veiller à l'application de l'accord sur le terrain.

\* Novembre 1976 : la FAD se déploie au Liban. Elle est plutôt bien accueillie côté musulman. En revanche, dans le secteur chrétien, notamment à Achrafié une grève de protestation est déclenchée par **Béchar Gemayel** pour s'opposer à la présence de la FAD.

\* 16 mars 1977, le principal opposant à la présence syrienne, **Kamal Joumblatt**, est assassiné non loin d'un barrage syrien. Cette élimination affaiblit le *Parti socialiste progressiste* (désormais dirigé par son fils **Walid Joumblatt**) au profit de l'*OLP*.

- **Juin-octobre 1978** : **Guerre de 100 Jours** :

\* A la suite de l'arrestation, par les *FAD*, de **Béchar Gemayel**, les Forces libanaises et l'armée syrienne s'affrontent à Beyrouth. Le quartier d'Achrafié subit de violents bombardements. Lors de ce conflit, la Syrie dispose du soutien ferme de l'Arabie Saoudite et des États-Unis.

\* Un cessez le feu est conclu à la suite de la conférence de Beiteddine (15-17 octobre 1978). Le mandat de la *FAD* est prolongé (contre le vœu des *Forces libanaises*) mais les troupes syriennes sont relevées, à Achrafié, par des soldats saoudiens et soudanais.

\* A partir de février 1979, les pays arabe qui avaient fourni des troupes à la FAD, commencent à retirer leurs soldats. En avril 1979, il ne reste plus que des soldats syriens sur place. Comme le dit **Jean Sarkis**, l'« **habillage arabe** » de l'invasion syrienne disparaît.

- **Mars-juin 1978** : entrée en scène d'**Israël** :

\* Mars 1978 : un commando du *Fatah* venu du Liban tue 32 personnes près de Tel Aviv.

\* En guise de représailles, Israël lance dans la nuit du 14 au 15 mars l'opération Litani dont l'objectif est de constituer une ceinture de sécurité à la frontière nord du pays.

\* Le 19 mars, le CS de l'ONU, en réaction, vote la résolution 425 qui demande que soit respectée la souveraineté du Liban et établit, sous l'autorité du gouvernement libanais, une force intérimaire des Nations Unies pour le Sud-Liban (*FINUL*).

\* En juin, les forces israéliennes se retirent du Liban. L'État hébreu confie la garde de sa frontière nord à 1 500 miliciens libanais, dirigés par Saad Haddad. Ces derniers s'établissent entre la frontière nord d'Israël et la *FINUL*.

### - Décembre 1980 et avril-juin 1981 : guerre à Zahlé :

\* Janvier 1980 : les troupes syriennes se redéployent au Liban : elles quittent Beyrouth pour se concentrer dans la Békaa.

\* Pour faire pression sur le camp chrétien, elles cherchent à s'emparer de Zahlé. Une première tentative a lieu en décembre 1980. Malgré un bombardement intensif, les Syriens ne parviennent pas à entrer dans la ville, efficacement défendue par les miliciens *kataëb*. Le siège reprend en avril 1981. Des troupes d'élite de l'armée syrienne sont hélicoptérées sur les crêtes du Mont Sannine. En juin, après une médiation saoudienne, un accord est conclu à Beyrouth. Le siège est levé et le contrôle de la ville est confié aux FSI (gendarmes libanais). Les combattants des Forces libanaises sont autorisés à quitter la ville avec leurs armes.

\* Ce double coup de force syrien fait monter la tension avec Israël. Lors de la bataille de Zahlé, des avions israéliens interviennent contre des positions syriennes. En réaction, **Hafez el-Assad** fait installer des missiles SAM 2 et 6 dans la Békaa.

### 3- L'échec de la stabilisation occidentale : de l'opération Paix en Galilée au retrait de la force multinationale (1982-1984)

Entre 1982 et 1984, 2 nouveaux acteurs infléchissent le cours de la guerre du Liban : Israël tout d'abord, puis les pays occidentaux (Etats-Unis, France, Italie). Ces acteurs s'efforcent de stabiliser directement le Liban, avec en ligne de mire 2 objectifs ambitieux : règlement de la question palestinienne et paix libano-israélienne.

#### - Juin 1982 : invasion israélienne :

\* 6 juin 1982 : en réaction à l'attentat perpétré contre l'ambassadeur d'Israël à Londres, M. **Argov**, l'armée israélienne envahit le Liban. C'est l'opération *Paix en Galilée*. La progression est spectaculaire : Saïda tombe le 8 juin, le Chouf druze se rend le 9 juin.

\* Cette offensive poursuit 2 buts : détruire l'appareil militaro-politique de l'*OLP* et faire élire à la tête du Liban un président suffisamment souple et fort pour pouvoir conclure un traité de paix avec Israël.

\* L'offensive se fait en coordination avec les *Forces libanaises*. Les deux armées font leur jonction près de Baabda le 13 juin 1982. Elles entreprennent alors ensemble le siège de Beyrouth-Ouest, où se trouve le QG de l'*OLP* et **Yasser Arafat**.

#### - Juillet-août 1982 : succès militaire : l'évacuation de l'OLP.

\* Dans un premier temps, les *fedayin* semblent déterminer à résister. **Yasser Arafat** proclame ainsi, le 18 juin 1982 : « **Nous ferons de Beyrouth un Stalingrad arabe** ».

\* En réalité, le chef de l'*OLP*, sachant le combat perdu d'avance, négocie sa retraite. Le secrétaire d'Etat américain, **Georges Schultz**, fait savoir aux Israéliens qu'il ne veut pas voir l'*OLP* détruite et envoie un médiateur, Philip Habib au Liban. Un accord est conclu le 10 août 1982 : les *fedayin* peuvent évacuer Beyrouth avec leurs armes entre le 21 août et le 3 septembre. Certains embarquent sur des navires de la **Marine nationale française**. En échange, les Israéliens s'engagent à ne pas entrer dans Beyrouth-Ouest. Une force d'interposition composée de Français, d'Américains et d'Italiens est envoyée à Beyrouth.

**- Août-septembre-octobre 1982 : succès politique : l'élection de Béchir Gemayel :**

\* Le mandat d'**Elias Sarkis**, « l'homme de la Syrie », arrivant à son terme, de nouvelles élections doivent avoir lieu en août 1982. Les diplomates américains, sous l'impulsion du secrétaire d'Etat **Georges Schultz**, ainsi que les dirigeants israéliens, soutiennent la candidature de **Béchir Gemayel**. Ils espèrent en effet qu'une fois devenu président, le chef des phalangistes acceptera de signer un traité de paix avec Israël.

\* 23 août 1982 : **Béchir Gemayel** est élu président de la République libanaise par 62 voix sur 92. Le quorum a pu être atteint grâce à la venue de députés musulmans. Parmi eux, 5 sunnites sur 19 et 12 chiites sur 18 et 2 druzes sur 5 ont voté pour lui. Cette victoire est célébrée dans les quartiers chrétiens de Beyrouth, notamment Achrafié. En revanche, elle est très mal accueillie à Beyrouth-Ouest, où Béchir est présenté comme le « **président des tanks israéliens** ».

\* Dans les jours suivants, la popularité de Béchir croît pourtant sensiblement. Ce dernier s'affirme comme un véritable chef d'Etat. Il s'adresse aux Libanais tous les jours dans un langage simple (il n'utilise pas, contrairement à ses prédécesseurs, l'arabe littéraire). Il refuse surtout, contrairement à ce qu'espéraient les Israéliens, de signer avec eux un traité de paix et exige le départ de toutes les forces étrangères du pays. Dans le même temps, les contingents de la force multinationale se retirent les uns après les autres : les Américains rembarquent le 10 septembre, les Français le 13.

**- Septembre 1982 : mort de Béchir Gemayel, massacres de Sabra et Chatila, force multinationale :**

\* Le 14 septembre, 2 jours après avoir discuté dans sa villa de Bikfaya avec le ministre de la Défense israélien **Ariel Sharon**, **Béchir Gemayel** se rend au QG des phalanges à Achrafié. Une énorme explosion le tue ainsi que 60 de ses partisans. Tout indique que la Syrie est l'instigatrice de cet attentat.

\* Cette disparition provoque une nouvelle flambée de violences. Aussitôt après l'assassinat, l'armée israélienne entre dans Beyrouth-Ouest, officiellement pour assurer la sécurité des réfugiés palestiniens désormais sans défense, en réalité pour éliminer les derniers combattants qui pourraient encore s'y trouver. Elle laisse les Forces libanaises, ivres de vengeance, pénétrer elles aussi dans cette partie de la ville. Du 16 au 18 septembre 1982, ces dernières (composée de nombreux combattants originaires de Damour) massacrent entre 700 et 3 500 personnes dans les camps de Sabra et Chatila.

\* Ces massacres choquent profondément l'opinion publique mondiale. En Israël, ils provoquent la mise en place d'une commission d'enquête, la *Commission Kahane*. Cette dernière conclura, en février 1983, à la responsabilité indirecte d'**Ariel Sharon** dans les tueries, contraignant le ministre à démissionner et à se mettre en retrait de la vie politique pendant plusieurs années.

\* Pour rétablir l'ordre, la force multinationale est renvoyée à Beyrouth. Elle commence à se déployer en novembre 1982. Dans le même temps, l'armée israélienne se retire de la ville.

\* C'est dans ce contexte dramatique que les députés libanais doivent élire un nouveau président. Leur choix se porte le 21 septembre sur **Amine Gemayel**, le

frère de Béchir. Ce dernier se trouve rapidement soumis aux pressions israélo-américaines pour la conclusion d'un traité de paix. Les délégations libanaise, israélienne et américaine se rencontrent 37 fois alternativement à Khaldé et Kyriat-Shmona entre décembre 1982 et mai 1983. Un accord est conclu le 17 mai 1983. En échange d'un retrait total de ses troupes du Liban, Israël obtient la fin de l'Etat de guerre.

\* Cette stabilisation occidentale doit faire face à 2 puissants obstacles. A l'extérieur, elle déplaît fortement à la Syrie. Le 10 septembre 1982, **Hafez el Assad** reçoit **Walid Joublatt**. Il dit à ce dernier : « **Nous allons avoir un hiver difficile, mais, l'an prochain, nous serons en mesure, vous et nous, de revenir à la charge. Je ne laisserai pas le Liban aux mains des Israéliens** ».

**Hafez el Assad** favorise l'essor de deux milices très hostiles à Israël et à l'Occident : la milice **AMAL**. (**Moussa Sadr** étant mort en 1978, cette milice est désormais dirigée par **Nabih Berri**) et le *Hezbollah*.

Un autre acteur régional va prendre de plus en plus d'importance dans le dossier libanais : l'Iran. Le pays, avec la complicité de la Syrie, envoie des Pasdarans au Liban dès la fin de l'année 1982. Ces derniers sont à l'origine de la formation du *Hezbollah*.

#### - Difficultés des Occidentaux et retrait :

\* Avril 1983 : l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth est visée par un attentat : 80 morts.

\* Le **23 octobre 1983, 2 attentats-suicides simultanés** frappent la force multinationale : l'un touche la caserne américaine (248 morts), l'autre le poste français Drakkar (58 morts). Comme le précédent, cet attentat est revendiqué par le *Jihad islamique* (ancêtre du *Hezbollah*).

\* Ces attaques portent leurs fruits. Les contingents occidentaux quittent rapidement le Liban : les Américains en février, les Français en mars 1984.

\* Pour faire partir les Occidentaux, les milices pro-syriennes ont recours à une dernière méthode : les prises d'otages. En tout 60 Occidentaux ont été pris en otage. Parmi eux :

1982 : **David Dodge**, vice-président de l'Université américaine de Beyrouth (AUB), libéré en 1983.

1985 : 4 Français, **Marcel Fontaine**, **Marcel Carton**, (diplomates), **Jean-Paul Kauffmann** (journaliste) et **Michel Seurat** (chercheur), libérés en 1988.

Les années les plus terribles sont 1985 (20 enlèvements) et 1986 (14 enlèvements), c'est-à-dire le moment où la Syrie tente de s'emparer effectivement du Liban.

#### - Difficultés des Israéliens et retrait :

\* Echec militaire : le 11 novembre 1982, le QG israélien à Tyr est détruit par une explosion (80 morts).

\* Echec politique : le président **Gemayel** refuse de ratifier l'accord du 17 mai 1983. Il finit par l'abroger le 5 mars 1984, sous la pression de la Syrie et de ses alliés libanais.

\* Les Israéliens vont se venger de cet affront en provoquant la *Bataille de la Montagne*. Profitant de l'invasion israélienne, les *Forces libanaises* avaient en effet envoyé des détachements dans le Chouf. Dès 1982, la tension monte entre ces

forces et les miliciens druzes du PSP de **Walid Joumblatt**. En septembre 1983, l'armée israélienne se retire brutalement du Chouf vers la rivière Awali. Aussitôt, la guerre éclate entre les 2 milices. Les *Forces libanaises* sont vite mises en difficulté. Elles sont contraintes, sous la direction de **Samir Geagea**, de se replier à Deir el Kamar. La ville est aussitôt encerclée par les miliciens du PSP et des centaines de villageois chrétiens massacrés. La déroute des *Forces libanaises* est stoppée par l'intervention, à hauteur de Souk el-Gharb, de la 8<sup>ème</sup> brigade de l'Armée libanaise, commandée par le colonel **Michel Aoun**. Après une médiation saoudienne, un cessez-le-feu est conclu le 25 septembre 1983. Le long siège de Deir el Kamar ne s'achèvera qu'en décembre 1983. 1 500 miliciens des Forces libanaises seront alors évacués vers Jezzine sous la protection de l'armée israélienne.

\* Le retrait israélien s'achève entre janvier et juin 1985. Les Israéliens laissent entre les mains de l'ALS une zone de 120 km de long sur 8 à 20 km de profondeur à la frontière avec Israël.

#### - **Discrédit de la légalité libanaise et triomphe des milices :**

\* Novembre 1983 : de violents combats éclatent entre *AMAL* et l'Armée libanaise pour le contrôle de Beyrouth et entre Le *PSP* et l'Armée libanaise dans la Montagne au niveau de Souk el-Gharb, encore tenu par **Michel Aoun**. Si le verrou de Souk el-Gharb tient bon, l'Armée libanaise doit en revanche abandonner ses positions à Beyrouth-ouest, investi par les miliciens d'*AMAL*.

\* En parallèle, des négociations de paix se déroulent à Genève (octobre-novembre 1983) et Lausanne (mars 1984). Parmi les participants se trouvent **Amine Gemayel**, **Hafez el-Assad**, mais aussi les chefs des principales milices : **Camille Chamoun** pour le Front libanais, **Walid Joumblatt** pour le PSP, **Nabih Berri** pour *AMAL*. Ces conférences aboutissent à la conclusion d'un cessez le feu en avril 1984 et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale comprenant les chefs des principales milices.

\* Ces combats, et les conférences qui se déroulent en parallèle, discréditent l'Etat libanais : **Amine Gemayel** doit en effet négocier avec les chefs de milices armées qui le contestent ouvertement. Il est obligé, à la fin de ces négociations, de les appeler pour former un gouvernement d'union. La fonction présidentielle en sort considérablement affaiblie. Seul représentant de la légalité qui sort renforcé de cette période : **Michel Aoun**. Il a tenu le verrou de Souk el-Gharb et se voit promu général et commandant en chef de l'Armée libanaise.

#### **4- L'échec de la seconde stabilisation syrienne et le désordre milicien (1985-1987)**

A partir de 1985, le gouvernement de Damas tente une seconde fois de stabiliser le Liban et d'y imposer son influence. Par rapport à la période 1976-1981, sa stratégie change : contournant délibérément la légalité libanaise (c'est à dire **Amine Gemayel**), Damas cherche à amener les milices armées à conclure un accord général. Cette stabilisation suppose au préalable de faire émerger, dans le camp islamo-progressiste, comme dans le camp chrétien, des éléments favorables à ses intérêts, et, a contrario, de mettre au pas des mouvements défavorables à sa ligne politique.

### - Action syrienne dans le camp chrétien :

\* 1<sup>ère</sup> étape : discréditer Amine Gemayel.

En mars 1985, **Samir Geagea** se rebelle contre le président, lui reprochant de ne pas avoir su éviter le désastre dans la Montagne. C'est l'*intifada* (soulèvement) de Jbeil. Des éléments armés opposés à Amine Gemayel se déploient le long de la route côtière de Jbeil à Nahr el Kelb, ainsi qu'à Achrafié. Le 20 mars, le *Mouvement de la décision chrétienne* se forme afin d'assurer l'autonomie de décision du camp chrétien par rapport au pouvoir présidentiel. A sa tête se trouvent **Samir Geagea** (chef d'état-major, puissamment implanté dans le nord du Liban), **Elie Hobeika**, bien implanté à Beyrouth, notamment dans le quartier d'Achrafié, et **Karim Pakradouni** (questions politiques). En apparence, Damas condamne le mouvement, l'accusant de travailler pour le compte d'Israël, et assure Amine Gemayel de son soutien. En fait, **Hafez el-Assad**, prenant note de l'effondrement de l'autorité présidentielle, cherche déjà à se rapprocher de l'un des chefs du Mouvement.

\* 2<sup>ème</sup> étape : attirer l'une des grandes figures chrétiennes.

Son choix se porte sur **Elie Hobeika**. Ce dernier est convié à 2 reprises (5 et 24 septembre 1985) à Damas pour rencontrer les chefs des milices islamo-progressistes.

### - Action syrienne dans le camp islamo-progressiste :

\* A partir de 1983, le jeu de Damas consiste à mettre au pas les milices islamistes pour les amener à composer avec les Forces libanaises. Un officier syrien est tout particulièrement chargé de cette tâche au Liban : **Ghazi Kanaan**. Il est en relation constante avec l'homme chargé du dossier libanais à Damas, le vice-président **Abdel Halim Khaddam**. La milice chargée au Liban de cette mise au pas est AMAL dirigée par **Nabih Berri**.

\* Mise au pas des Palestiniens : AMAL s'opposent d'abord aux Palestiniens pour le contrôle d'une partie de Beyrouth-ouest. C'est la guerre des camps (mai-juin 1985, puis avril-juin 1986). Elle s'achève par la défaite des organisations palestiniennes qui doivent accepter un contrôle plus ferme de Damas sur leurs activités.

\* Mise au pas du PSP : AMAL s'opposent aussi à Beyrouth-ouest au PSP (juillet-novembre 1985), les 2 organisations ayant chacune récupéré des positions anciennement tenues par la Force multinationale. En novembre, un cessez le feu est signé sous l'égide de la Syrie (**Ghazi Kanaan**) à l'avantage de AMAL. Le 24 novembre, **Walid Joumblatt** affirme qu'il convient de « reconsidérer » la présence du PSP à Beyrouth.

\* Accrochages avec le Hezbollah : AMAL tente enfin de réduire l'influence du Hezbollah, allié de l'Iran. Des accrochages ont lieu entre les 2 formations à Borj el-Barajneh et Chiah en février 1985, puis Beyrouth-ouest en mars 1985.

### - Illusion d'un triomphe syrien : l'accord tripartite (15 octobre 1985) :

\* L'accord tripartite est conclu à Damas, sous les auspices du vice-président **Abdel Halim Khaddam**, en dehors de la légalité libanaise, par 3 chefs de milices le 28 décembre 1985. Les 3 chefs sont **Nabih Berri**, pour AMAL, **Walid Joumblatt** pour le PSP, et **Elie Hobeika** pour les *Forces libanaises*.

\* Il prévoit l'établissement de relations privilégiées entre la Syrie et le Liban et la déconfessionnalisation du système politique libanais. Les accords de Taëf s'en inspireront largement.

#### - **Echec du Pacte tripartite :**

\* Opposition du camp chrétien. Elle s'exprime de diverses manières : le président **Amine Gemayel**, sommé d'approuver un accord qu'il n'a pas négocié, refuse, malgré plusieurs rencontres avec **Hafez el-Assad** (janvier 1986). Même refus du côté du clergé maronite, qui organise une réunion des principales personnalités religieuses et politiques chrétienne à Bkerké le 27 décembre 1985. L'accord est surtout clairement rejeté par la plus grande partie des *Forces libanaises*. Quand, en janvier 1986, **Elie Hobeika** tente de l'imposer en s'en prenant aux partisans d'Amine Gemayel, il se fait attaquer par **Samir Geagea**. Malgré l'aide de l'armée syrienne, qui bombarde le Haut Metn et le Kesrouan, il se retrouve rapidement en mauvaise posture : assiégé dans son PC de la Quarantaine, il doit être évacué sous la protection du général **Aoun** et partir pour la France (revenu rapidement au Liban, il s'installera sous protection syrienne à Zahlé). Après son départ, décision est prise d'unifier la décision chrétienne : le 24 janvier 1986, un nouveau comité exécutif des *Forces libanaises* est mis en place, avec **Samir Geagea** à sa tête.

\* Enterrement définitif du pacte en mai 1986. **Karim Pakradouni**, vice-président des *Forces libanaises*, mais aussi **Walid Joumblatt**, affirment que le Pacte est « mort ».

#### **5- Vers une domination syrienne (1987-1990)**

A partir de 1988, comme le montre bien **Jean Sarkis**, la Syrie modifie une fois encore sa tactique : elle cherche à neutraliser la légalité libanaise par le bas (mise au pas des milices) mais aussi par le haut (action diplomatique auprès des pays occidentaux visant à démontrer qu'elle seule peut rétablir la paix au Liban).

- **1987 : renforcement de l'emprise territoriale** syrienne au **Liban**. Le procédé est toujours le même : relancer les conflits entre milices dans un premier temps, avant d'établir un quadrillage militaire dans les zones qu'elles occupent pour maintenir l'ordre.

\* Février 1987, après une reprise des combats entre le *PSP* et *AMAL*, les troupes syriennes entrent massivement à Beyrouth-ouest.

\* Avril 1987, après de nouveaux affrontements entre *AMAL* et les organisations palestiniennes, l'armée syrienne s'implante autour des camps de Chatila et Borj el-Barajneh.

\* La mise au pas du Hezbollah est plus compliquée. En mars 1987, **Ghazi Kanaan** annonce l'entrée prochaine des troupes syriennes dans la banlieue sud de Beyrouth. Cette annonce déclenche des manifestations hostiles et les protestations des responsables du mouvement, notamment cheikh **Mohamed Hussein Fadlallah**. En avril-juin 1988, de durs combats éclatent entre *AMAL* et le *Hezbollah*. Ils s'achèvent par la défaite quasi-totale d'*AMAL*. Un accord définitif est conclu en février 1989 entre les 2 formations après la médiation d'**Hafez el-Assad** et de l'**ayatollah Khomeini**. Les termes de cet accord permettent cependant à l'armée syrienne de s'implanter aussi partiellement dans la banlieue sud de Beyrouth.

- **Rapprochement diplomatique** avec les **Etats-Unis**. 3 facteurs poussent ces derniers à accepter cette ouverture :

\* La Syrie, par l'intermédiaire de la milice *AMAL* a combattu le *Hezbollah*, ennemi juré de Washington depuis les attentats de 1983.

\* Elle cherche à apparaître comme une puissance qui participe activement à la lutte anti-drogue (elle brûle de façon ostentatoire du haschich dans la plaine de la Békaa).

\* Les Etats-Unis ont besoin de l'appui syrien pour organiser une grande conférence de la paix au Proche-Orient.

#### - 1988 : partition légale du Liban :

\* Au cours de l'été 1988 doivent avoir lieu les élections présidentielles libanaises, le mandat d'**Amin Gemayel** arrivant à son terme. La Syrie soutient la candidature de **Soleiman Frangié**. Les Forces libanaises, soutenues par l'Irak, s'y opposent. Faute de quorum, aucune élection ne peut être organisée. Le 22 septembre 1988, à quelques heures de la fin de son mandat, Amin Gemayel nomme le général maronite **Michel Aoun**, chef de l'armée libanaise depuis 1984, premier ministre jusqu'à la tenue de nouvelles élections.

\* Le premier ministre précédent, **Sélim Hoss**, qui avait été nommé Premier ministre à titre transitoire pour assurer les affaires courantes, en attendant la nomination d'un successeur après l'assassinat de son prédécesseur **Rachid Karamé**, refuse de reconnaître cette nomination et maintient un second gouvernement rival. A partir de septembre 1988, le Liban se retrouve donc, sur le plan institutionnel, dans une situation kafkaïenne : plus de président, mais deux gouvernements rivaux à la légitimité faible.

#### - La *guerre de libération* (mars-septembre 1989) :

\* Pour préparer la guerre contre la Syrie, **Michel Aoun** cherche à rassembler les Libanais au-delà même des clivages confessionnels. Il mène donc une politique qui vise à montrer qu'il n'est pas simplement un leader chrétien. En janvier-février 1989, il s'en prend ainsi aux milices chrétiennes. Il traite ainsi les Forces libanaises de « mafia fasciste qui tente de se substituer à l'Etat de droit ». Des affrontements éclatent. Sous la pression du patriarche **Nasrallah Sfeir**, les Forces libanaises reculent et cèdent à l'Etat les taxes portuaires de Jounié.

\* En mars 1989, il s'en prend aux milices islamiques. Il décrète le blocus du littoral libanais et la fermeture des ports illégaux, ce qui l'entraîne dans un conflit ouvert avec le PSP de **Walid Joumblatt**. Les Syriens interviennent et, à partir du 14 mars, commencent à bombarder les secteurs tenus par l'armée libanaise, en épargnant soigneusement ceux des Forces libanaises. Michel Aoun déclare alors : « *La guerre de libération vient de commencer* ».

\* Elle tourne rapidement au désastre pour l'armée libanaise : les quartiers chrétiens de Beyrouth sont soumis à des bombardements intenses et subissent des destructions énormes (explosion des réservoirs de carburants de Dora, arrêt de la centrale électrique de Zouk). A partir de juillet, l'armée syrienne met en place un blocus maritime des côtes libanaises.

\* **Michel Aoun**, enfermé dans l'abri souterrain du palais de Baabda, tente d'internationaliser le conflit. Le gouvernement français lui répond, avec l'envoi, en avril 1989, de **Jean-François Deniau**, vice-président de l'Assemblée Nationale. Il est accueilli à Beyrouth par un déluge d'obus. En août 1989, la France prend une

nouvelle initiative avec l'envoi de la frégate *Duquesne* et du porte-avions *Foch*, mais elle se trouve exposée aux menaces des organisations libanaises pro-syriennes. Finalement, **François Mitterrand** décide d'éloigner sa flotte des côtes libanaises. Les Etats-Unis restent beaucoup plus en retrait. Ils ne mentionnent l'agression syrienne que le 14 avril, soit 1 mois après le début des bombardements et préconise une solution purement arabe au conflit. **Michel Aoun** les traite de « **Ponce Pilate des temps modernes** ».

\* Les pays arabes soutiennent aussi la Syrie. Lors du sommet extraordinaire de la Ligue arabe à Casablanca, en mai 1989, le président irakien **Saddam Hussein** tente de faire condamner la Syrie sans succès. Le problème libanais n'est décrit que comme une crise interne. Un comité tripartite composé des rois d'Arabie Saoudite, du Maroc et du président algérien, est mis en place pour mettre au plan un plan de paix.

\* Le triumvirat adopte le 17 septembre 1989 le plan de Djeddah. Ce dernier prévoit un cessez-le-feu immédiat et invite les députés libanais (élus en 1972) à venir en Arabie Saoudite discuter du document d'entente nationale. Michel Aoun, tout comme Damas, acceptent. Le 23 septembre, les combats cessent. Le bilan est très lourd : plus de 1 000 morts.

#### - Les accords de Taëf (22 octobre 1989) :

\* Le 30 septembre 1989, 62 députés libanais (sur les 99 élus en 1972) se rendent à Djeddah. Sous la pression des Saoudiens et des Etats-Unis, 58 sur 62 acceptent, par un vote à mains levées, un *Document d'entente nationale* pour le Liban. Ce dernier prévoit des réformes institutionnelles, règle les questions de la présence militaire syrienne et des rapports libano-syriens dans un sens favorable à Damas, et prévoit l'élection à court terme d'un nouveau président pour le Liban.

\* Ces accords sont acceptés par la Syrie et validés par la communauté internationale (les 5 membres permanents du CS lui apportent leur soutien). Ils sont en revanche violemment rejetés par le **général Aoun**. En novembre, ce dernier déclare : « **On ne peut pas nous enlever nos droits parce que certains ont peur et que d'autres sont impuissants** ». Le 4 novembre 1989, la veille de l'élection présidentielle, il dissout la chambre des députés, arguant qu'elle n'est plus représentative, le Parlement élu en 1972 ayant été prorogé 7 fois.

\* Le 5 novembre, les députés se réunissent sur une base militaire (les Aounistes menaçaient d'intervenir en cas d'élection dans la villa Mansour). Ils élisent **René Moawad** président de la République. Le 22 novembre, ce dernier trouve la mort dans un attentat à la voiture piégée. Avant même que ses obsèques n'aient eu lieu, une nouvelle assemblée est réunie à Chtaura. Les députés élisent le maronite **Elias Hraoui**. Michel Aoun qualifie cette élection de « **tragi-comédie anticonstitutionnelle** ».

#### - Elimination de Michel Aoun et ordre syrien (novembre 1989-novembre 1990) :

\* 3 jours après son élection, **Elias Hraoui** hausse le ton face à **Michel Aoun**, menaçant de le déloger par la force de Baabda. Ce dernier reste ferme, accusant son rival de n'être qu'« **un masque derrière lequel s'abrite la Syrie** ». Cette confrontation va cependant être retardée par 2 facteurs.

\* Les manifestations des partisans de Michel Aoun. Le 29 novembre 1989, alors que les troupes syriennes entament des mouvements menaçants des troupes syriennes,

la grève est déclenchée dans les régions chrétiennes et des sympathisants venus de tout le pays se massent devant le palais de Baabda. Le même jour, 30 députés français, conduits par **Jean-François Deniau**, se rendent à Baabda en signe de solidarité avec le général. Le président Mitterrand déclare que, tout en reconnaissant la légitimité d'Elias Hraoui, il considère que « **cela n'autorise pas à régler ce problème par la violence appuyée sur une armée étrangère** ». Les manifestations durent 2 mois, de novembre 1989 à janvier 1990. Cette mobilisation populaire est à mettre en relation avec les soubresauts qui touchent au même moment les démocraties populaires. Faute de pouvoir le déloger par la force, le gouvernement de **Sélim el-Hoss** dépouille **Michel Aoun** de ses attributions. Le commandement de l'armée lui est ainsi enlevé au profit d'**Emile Lahoud**.

\* Guerre inter-chrétienne. Durant cette période, le fossé se creuse entre **Michel Aoun** et les Forces libanaises de **Samir Geagea**. 2 raisons : Aoun veut rassembler sous la seule autorité l'ensemble des forces chrétiennes, Samir Geagea refuse de condamner les accords de Taëf. Le 30 janvier, Aoun prononce la dissolution des Forces libanaises. Ces dernières résistent. La guerre, très meurtrière, dure 4 longs mois, de janvier à mai 1990, épuisant les 2 adversaires. En tout, elle fait 1 000 morts, 100 000 déplacés à l'intérieur du territoire libanais, 200 000 émigrés (soit 20% de la population des zones chrétiennes). .

\* A partir de septembre 1990, **Aoun** est de plus en plus isolé diplomatiquement : la France se détourne de lui. L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 le prive de son dernier soutien, **Saddam Hussein** étant mis au ban de la communauté internationale. Le **13 octobre** 1990, **Hafez el-Assad**, allié depuis le mois d'août des Américains, des Britanniques et des Français dans le conflit du Golfe, lance ses troupes à l'assaut des régions contrôlées par Aoun et du Palais présidentiel, avec l'aide des Forces libanaises. Vaincu, le général **Aoun** se réfugie à l'ambassade de France et demande à ses fidèles de déposer les armes. Il ne pourra en sortir pour s'exiler en France qu'en août 1991.

Comme on peut le voir, aucune des grandes phases de la guerre du Liban n'a donc été déterminée par un facteur proprement religieux. Ce sont au contraire les interventions extérieures, la grande diplomatie qui les ont commandées, notamment celles de deux acteurs clés, la Syrie et Israël. L'empreinte religieuse est cependant loin d'être totalement absente dans ce conflit.

## **B- Une dimension religieuse de plus en plus marquée**

### **1- Des restructurations politiques d'ordre confessionnel**

- Les musulmans sont les premiers à se regrouper au sein du *Mouvement national*, créé en août 1975.

- Les chrétiens fondent pour leur part le Front Libanais en janvier 1976. Ce dernier est constitué du *Parti national libéral* de **Camille Chamoun**, avec sa milice des *Numur* (tigres), les *kataëb* de **Pierre Gemayel**, des chrétiens du nord de **Soleiman Frangié** avec sa milice *Marada*, et de l'ordre des moines libanais dirigé par le **P. Charbel Kassis**.

- L'unité du camp chrétien ne doit cependant pas être surestimée. Tous les partis chrétiens ne suivent pas forcément la même stratégie.

Ex : mai-Juin 1978, règlement de compte *Marada/Kataëb* :

Mai 1978 : **Soleiman Frangié** annonce son intention de se retirer du *Front Libanais* et se rapproche de son adversaire du Liban-Nord, Rachid Karamé. Il apprécie en effet fort peu l'ouverture de permanences *kataëb* dans son fief de Zghorta.

13 juin 1978 : en réponse, un commando dirigé par **Samir Geagea**, assassine le fils de l'ancien président, **Tony Frangié**, ainsi que sa famille (50 personnes en tout).

Le 17 juin, **Soleiman Frangié** lance un ultimatum aux *Kataëb* de sa région : démissionner ou quitter la région avant la fin du mois. Plus de 300 *Kataëb* rendent leur carte. Dans les mois suivants, des attentats sont perpétrés par les *Marada* contre les *Kataëb* à Achrafié ou Rayfoun (août 1980).

## **2- Effondrement des institutions étatiques suivant des lignes confessionnelles**

- **Dislocation de l'armée** : forte de 15 000 hommes en 1975-1976, l'armée se disloque elle aussi suivant des clivages confessionnels :

\* Dès janvier 1976. A cette date, un officier, **Ahmad el-Khatib**, entre en rébellion contre l'état-major, principalement chrétien, et fonde l'Armée du Liban arabe (ALA). Sunnite, pro-palestinien, il détourne une part importante du matériel militaire au profit des milices islamo-progressistes.

\* Au Liban-Sud, se constitue, dès 1976, l'Armée du Liban-Sud (ALS). Composée de chrétiens, mais aussi de Druzes ou de Chiites qui ne supportent plus la présence palestinienne, elle se rallie à Israël lors de l'invasion de 1982. Elle est dirigée par le major **Saad Haddad** et, après sa mort en 1984, par **Antoine Lahad**.

- **Paralysie de l'exécutif** :

\* Si la vie institutionnelle semble se poursuivre normalement (tout au long du conflit, sauf à partir de 1988, il y a bien un président, un premier ministre, un gouvernement, une chambre), cette permanence n'est que factice. Les points de vue du Président, maronite, et de ses Premiers ministres successifs sont systématiquement divergents. Le premier apparaît comme le garant des intérêts chrétiens, les seconds comme les porte-paroles des musulmans.

\* A partir de 1988, la coupure devient encore plus nette avec la guerre que se livre les 2 Premiers ministres **Michel Aoun** et **Sélim el-Hoss**. 2 pouvoirs, mais aussi, derrière, deux administrations se mettent en place, suivant des lignes confessionnelles (secteur chrétien ou musulman).

## **3- Des projets de réformes dictés par l'appartenance confessionnelle**

Tout au long de la guerre, des projets d'accord sont avancés par les différents mouvements en présence. Or, leur contenu est à chaque fois déterminé par l'appartenance confessionnelle de leurs auteurs.

- Les **islamo-progressistes** (*PSP, AMAL*, organisations palestiniennes comme le *FPLP*) défendent d'un bout à l'autre du conflit le même programme : **déconfessionnalisation** totale du système politique, mesure qui ne peut qu'avantager les musulmans, désormais plus nombreux que les chrétiens, affaiblissement des prérogatives du président de la République (maronite) au profit du président du conseil. Ces revendications sont avancées à plusieurs reprises :

\* Août 1976, dans le Programme des partis et des forces nationales et patriotiques en vue d'une réforme du système politique du Liban ».

\* Octobre-décembre 1985, lors de la négociation du pacte tripartite.

- Certaines **figures musulmanes** vont **plus loin**. C'est le cas de **Hussein el-Kouatli**, bras droit du mufti **Hassan Khaled**. Dans une lettre parue dans le quotidien *Al-Safir*, il affirme que les musulmans ne peuvent pas vivre sous une souveraineté non-musulmane. Ils ont donc fait une concession majeure en ne réclamant pas un Etat musulman. En contrepartie, les chrétiens doivent abandonner leurs « privilèges » dans l'Etat pour que se mette en place un gouvernement national. Cela représente, selon lui, une solution moyenne, la solution idéale étant de créer un « Etat musulman ».

- Les **partis chrétiens**, face à ces revendications, proposent une **réponse en 2 temps** :

\* Dans un premier temps, ils cherchent à placer les islamo-progressistes face à leurs contradictions en proposant une déconfessionnalisation complète, à la fois politique mais aussi sociale, avec la mise en place d'une législation a-religieuse. Les islamo-progressistes rejettent cette idée, même les partis dits laïcs, comme le parti Baas libanais ou le PSP.

\* Dans un second temps, leur position s'étant détériorée, ils acceptent de faire des concessions. En mai 1986, le Front libanais élabore une Initiative chrétienne de paix. Il maintient la coutume constitutionnelle de répartition des 3 présidences, la répartition communautaire en ce qui concerne les emplois administratifs de première catégorie, mais accepte l'égalité des sièges à la chambre entre musulmans et chrétiens et la suppression de la répartition communautaire pour les emplois ne relevant pas de la première catégorie. Il s'agit dès lors de montrer jusqu'où les chrétiens sont prêts à aller dans l'intérêt du Liban.

#### **4- Vers une montée de la radicalité religieuse ?**

L'importance croissante du facteur religieux dans la guerre du Liban se manifeste par l'apparition de mouvements à l'identité religieuse marquée. Le plus emblématique est le *Hezbollah*.

- **Sources d'inspiration variées** :

\* Chiites quiétistes de Beyrouth, favorables à une réislamisation de la société « par le bas », comme **Musa al-Sadr** (né à Qom, il accepte le confessionnalisme libanais, dialogue avec les autres confessions, assiste à l'intronisation du pape **Paul VI**, mais il fonde *AMAL*).

\* Chiites de Beyrouth plus combattifs comme **Muhammad Fadlallah**. Dès 1976, alors que les milices chrétiennes assiègent le quartier de Na'ba, il écrit *L'Islam et la logique de force*, appelant les musulmans à passer à l'action contre le danger impérialiste. Il réfute également le système libanais.

\* Réseau de la Békaa, représenté par **Abbas al-Musawi**. D'emblée, il prône un Islam de résistance contre Israël et soutient la révolution islamique en Iran.

- **Rôle clef** joué par l'**invasion israélienne** :

\* Rapprochement entre les divers courants beyrouthins qui résistent contre l'armée israélienne. Importance notamment de la bataille de Khaldé, porte sud de Beyrouth.

\* Structuration du mouvement dans la Békaa à partir de juillet 1982 après l'envoi par **Khomeini**, de la 27<sup>ème</sup> brigade des *Pasdaran* (entre 500 et 2 000 hommes), qui s'était distinguée à la bataille de Khorramschar.

\* Connexion entre les mouvements combattants de Beyrouth et de la Békaa, qui fusionnent en 1982, donnant naissance à la *Résistance islamique armée* ou *RIL*.

\* La nouvelle organisation est approuvée par **Khomeini**. Elle prend, en 1984, le nom de *Hezbollah*, en référence au verset du Coran « **c'est le parti de Dieu qui est le gagnant** » (*Sourate 5, al-Ma'ida, La Table servie, verset 56*) qui dit. La nouvelle organisation se donne un drapeau de couleur jaune vif très proche de celui des *Pasdaran* iraniens.

#### - Une organisation politico-religieuse complexe :

\* Sur le plan organisationnel, le *Hezbollah* emprunte peu au modèle islamiste. Sa structure n'a rien à voir avec celle d'*Al-Qaida* ou des *Frères musulmans*, même si l'appareil de commandement s'inspire de la Chura des premiers temps de l'Islam, organe de décision collégial. Sa structure et son fonctionnement interne sont plutôt redevables aux modèles communistes. Pour 2 raisons : l'influence des *Pasdaran* qui eux-mêmes ont beaucoup appris des communistes iraniens, et la présence, dans les premiers temps, d'un grand nombre de transfuges d'*AMAL* (à commencer par le jeune **Hassan Nasrallah**) : organisation pyramidale avec les cellules, puis les sections à la base, jusqu'au congrès central au sommet.

\* La dimension religieuse apparaît à 2 niveaux :

Les obligations des sympathisants (versement régulier de l'impôt religieux au bénéfice de l'organisation) ou des adhérents (suivre la *tabi'a diniyya*, une lourde formation religieuse après les heures de travail, devenir un *mujahid*, combattants prêt à livrer la guerre sainte et à subir le martyr pour les plus doués).

Les rapports avec l'Iran : conformément au principe du *wilayat al-faqih*, le *Hezbollah* est subordonné au Guide. Il n'a pas de comptes à rendre au président de la République iranienne.

#### - Un programme islamiste ?

\* En apparence, tolérance religieuse. Dans son programme politique rédigé en 1984, le *Hezbollah* affirme vouloir « **permettre à tous les Libanais de choisir en toute liberté la forme de gouvernement qu'ils souhaitent** ». Sur ce point, le *Hezbollah* confirme son « **engagement islamique** » mais « **contrairement au maronitisme politique** » n'entend pas « **l'imposer par la force aux Libanais** », s'appuyant sur une recommandation du Coran selon laquelle « **il ne saurait y avoir de coercition en religion** » (*Sourate 2, al-Baqara, La Vache, verset 256*). Un régime islamique ne doit pas être imposé par la force mais par un vote du Parlement ou un Référendum.

\* En 1986, devenu plus fort, le mouvement se montre moins ouvert. En janvier 1986, un projet de Constitution islamique est élaboré pour le Liban. Il prévoit qu'au Liban, l'ayatollah **Khomeini** délèguera son autorité à une commission présidée par le cheikh **Mohamed Madhi Chamseddine**. Cette commission serait chargée de désigner le président de la République. Le pouvoir législatif serait confié à une choura élu au suffrage universel.

\* Sur le terrain, le *Hezbollah* se montre surtout beaucoup plus intolérants avec les mouvements alternatifs (élimination des mouvements d'extrême-gauche à Beyrouth-

ouest en 1983-1984) ou des autres communautés (en octobre 1984, à l'occasion de l'Achoura, des attentats sont commis à Beyrouth contre des bars ou des salles de jeu).

### **5- Massacres confessionnels et homogénéisation religieuse**

Le caractère religieux de la guerre du Liban se manifeste surtout à travers 2 phénomènes tragiques : les tueries et la « purification » religieuses.

#### **- Exécutions sommaires faites au hasard :**

\* 30 mai 1975 : suite au meurtre d'un Palestinien, un grand nombre de passants chrétiens sont enlevés et exécutés à Beyrouth.

\* 6 décembre 1975 se produit le « samedi noir » : suite à des assassinats de chrétiens, les milices chrétiennes exécutent 200 musulmans pris au hasard dans les rues.

#### **- Opérations de purification religieuse à grande échelle : ex de Beyrouth :**

\* A la veille de la guerre, l'agglomération de Beyrouth présentait déjà une division entre 2 espaces, Beyrouth ouest, majoritairement musulman, et Beyrouth est majoritairement chrétien. Mais cette division n'excluait pas la présence de forts noyaux de peuplement de chrétiens à l'ouest ou de musulmans à l'est.

Ex : maronites vivant à Bourj el-Brajné (avec les chiïtes).

Ex : chiïtes, majoritaires dans le quartier de Nab'a, au sud du quartier arménien de Borj Hammoud.

\* Dès 1975-1976, les premières opérations d'épuration ont lieu. Elles touchent surtout les musulmans : 110 000 musulmans, surtout chiïtes (quartier de Nab'a) doivent quitter la partie est de Beyrouth, contre 75 000 chrétiens. Raison avancée par Boutros Labaki : les chrétiens sont présent à Beyrouth-ouest depuis beaucoup plus longtemps que les musulmans à Beyrouth est. De plus, alors que des musulmans de Beyrouth-est prennent les armes contre les milices chrétiennes, les habitants chrétiens de Beyrouth ouest restent dans une prudente expectative.

\* A partir de 1983, les mouvements musulmans intégristes, notamment chiïtes (Hezbollah), entreprennent une campagne systématique de purification religieuse visant à déraciner la population chrétienne de Beyrouth ouest, notamment dans le quartier de Ras el Naba (en face d'Achrafié). En tout, 90 000 chrétiens sont chassés de Beyrouth sud ou ouest entre 1983 et 1990. Alors qu'ils représentaient 40-45% de la population de ces quartiers en 1975, ils n'en représentent plus que 10-15% à Beyrouth ouest, 0% dans la banlieue sud. A Beyrouth est, les musulmans ne représentent à la même date que 5% de la population.

#### **- Opérations de purification religieuse à grande échelle : ex du Mont-Liban :**

\* Le Mont-Liban s'étend du Mont Sannine au nord, au fleuve Awali au sud. Il comprend les cazas du Chouf et d'Aley, et une partie des cazas de Baabda et du Metn Nord.

\* 1<sup>ère</sup> vague en 1976. Après la prise de la Quarantaine par les *kataëb*, les palestino-progressistes (Palestiniens et druzes principalement) assiègent le littoral entre

Damour et Jiyé. Les 2 localités tombent en janvier 1976 : 500 personnes sont tuées, plus de 20 000 déplacées.

\* 2<sup>ème</sup> vague en 1983, en marge de la *Guerre de la Montagne*. Plus de 160 000 chrétiens sont chassés des cazas d'Aley et du Chouf, 1 200 tuées, 2 700 enlevées. Seules 3 000 personnes restent dans les 2 cazas, soit 1% de la population chrétienne initiale.

### **III- Un règlement difficile : enjeux diplomatiques et rééquilibrages confessionnels**

La place incertaine de la religion dans la guerre du Liban se perçoit enfin dans son règlement. Ce dernier peut se lire de 2 façons.

- Comme une victoire diplomatique éclatante de la Syrie, qui voit sa présence au Liban consacrée et prolongée. Dans ce cas, les dissensions religieuses peuvent être vues comme un simple instrument (un parmi d'autres) de la grande politique syrienne.

- Le règlement du conflit peut cependant aussi être analysé sous un angle strictement religieux, comme une défaite chrétienne. Défaite institutionnelle, militaire et politique qui vaut à l'ensemble des communautés, mais plus encore aux maronites, une longue traversée du désert.

#### **A- Une pax syriana ?**

Le règlement du conflit libanais apparaît d'abord comme un triomphe politique de la Syrie. Cette dernière renforce sa mainmise sur le Liban de diverses manières.

##### **1- La légalisation de l'occupation syrienne**

L'occupation syrienne, dénoncée à plusieurs reprises par les chrétiens du Liban, est légalisée et renforcée :

- Les accords de Taëf prévoient d'abord que les forces syriennes pourront aider les forces légales libanaises à rétablir l'autorité de l'Etat pendant une période de 2 ans, à partir de l'approbation du *Document d'entente nationale*.

- Il reste vague sur ce qu'il e passera à l'issue de ces 2 ans, stipulant seulement que les 2 gouvernements (syrien et libanais) décideront le regroupement des forces syriennes dans la Békaa ouest « **ainsi que, si le besoin s'en manifestait, dans d'autres points** » déterminés par un comité conjoint.

- Enfin, il prévoit la signature d'un accord entre les 2 gouvernements visant à préciser le volume des forces syriennes et la durée de leur présence dans ces régions.

##### **2- Vers une inféodation durable du Liban ?**

Au-delà de cette présence physique de l'armée syrienne, d'autres dispositions des accords de Taëf renforcent la mainmise de Damas sur le Liban :

- Les liens « naturels » étroits entre la Syrie et le Liban sont rappelés : « Le Liban, qui est arabe d'appartenance et d'identité, est lié par des relations fraternelles et sincères à l'ensemble des Etats arabes. Entre lui et la Syrie n'existent des relations privilégiées qui tirent leur force des racines de la parenté, de l'Histoire et des intérêts communs ».

- Un droit d'ingérence et d'intervention de la Syrie au Liban est reconnu et ce dans tous les domaines. Les accords de Taëf stipulent en effet qu'« il est nécessaire que le Liban ne devienne en aucun cas une source de menace pour la Syrie, ni la Syrie une source de menace pour la sécurité du Liban. C'est pourquoi le Liban ne permettra pas qu'il soit un point de passage, ni un point d'ancrage pour toute force, tout Etat ou toute organisation qui auraient pour but de mettre en danger sa propre sécurité ou celle de la Syrie ».

## **B- Un règlement défavorable aux chrétiens**

Le règlement de la crise a lui aussi une portée clairement religieuse. Les accords de Taëf ne prévoient en effet pas seulement une mise sous tutelle syrienne du Liban. Il modifie le rapport des forces religieuses dans le pays.

### **1- Un rééquilibrage institutionnel qui affaiblit les chrétiens**

Le partage des pouvoirs est certes maintenu (président de la République maronite, président du Conseil sunnite et président de la Chambre chiite) mais :

- Les pouvoirs du président de la République sont réduits. Avant l'accord de Taëf, il pouvait, à sa discrétion, nommer le Premier ministre. Désormais, « il nomme, en en ayant délibéré avec le président de la Chambre des députés, le président du Conseil des ministres, en se fondant sur des consultations politiques générales et parlementaires au résultat desquelles il est tenu ».

- Conformément aux demandes des mouvements islamiques, les accords de Taëf prévoient l'abolition progressive du confessionnalisme politique. En attendant, ce dernier est supprimé pour tous les emplois administratifs, exceptés ceux de première catégorie.

- Le nombre de députés passe enfin de 99 (54 chrétiens, 45 musulmans) à 108, avec un nombre égal de députés chrétiens et musulmans.

- Cette défaite est cependant à nuancer. D'après une enquête menée par **Eric Verdeil** en 2005, les chrétiens resteraient largement surreprésentés au Parlement libanais : 50% des députés pour 40% des habitants du Liban.

### **2- Un traitement inégal des milices et des chefs de guerre**

Le traitement réservé aux milices et aux chefs miliciens tourne aussi en défaveur des chrétiens :

- Concernant les **milices** :

\* Toutes les milices chrétiennes, notamment les *kataëb*, sont désarmées. Même chose pour les milices palestiniennes ou AMAL.

\* Pour apaiser les chiites, mécontents de la non-remise en cause du Pacte National de 1943, on décide de ne pas désarmer le *Hezbollah*, assimilé à un mouvement de résistance contre Israël.

- Même inégalité de traitement concernant les **chefs de guerre** :

\* Intégration de **Nabih Berri**, ex-chef de la milice *AMAL*. Il devient le président du parlement libanais (depuis 1992).

\* **Samir Geagea**, ex-chef des *Forces libanaises*, est arrêté en 1994 et condamné à la prison à vie pour les attentats commis pendant la guerre (il est exclu de l'amnistie générale décrétée en 1990). Il ne sera libéré qu'en 2005.

## Conclusion

Comme on peut le voir, la Guerre du Liban fut bien plus qu'une simple guerre de religion. Bien d'autres facteurs en ont déterminé ou orienté le cours, notamment les interventions étrangères. La religion, néanmoins, demeure présente à chacune de ses étapes ; elle en constitue la toile de fond permanente. L'appartenance confessionnelle, d'un bout à l'autre du conflit, constitue pour chaque Libanais un facteur de risque non négligeable. Dans la Montagne comme à Beyrouth, il peut sauver ou au contraire conduire à la mort n'importe quel anonyme.

En fait, avec le recul, on peut interpréter la guerre du Liban à la fois comme un épilogue et un laboratoire :

- Epilogue des grandes luttes idéologiques du XXème siècle, et notamment de l'opposition entre « progressistes » et « libéraux » propre à la guerre froide.

- Laboratoire d'un nouveau phénomène : le retour en force des identités confessionnelles, du repli communautaire, voire, avec le *Hezbollah*, du fondamentalisme religieux, tendance qui n'a cessé de progresser depuis. En ce sens, le Liban, avec 30 ans d'avance, apparaît comme un condensé des enjeux moyen-orientaux. Jamais les paroles de l'écrivain Amin Maalouf n'ont été aussi exactes : le Liban est bien « **le rosier fragile planté au pied de la vigne, annonciateur de maladie** » (**Amin Maalouf, Les identités meurtrières, Grasset, 1998, p 200**).

## **PLAN :**

### **I- Un pays victimes de ses antagonismes religieux ou de son environnement politique ?**

#### ***A- Le Liban, une poudrière religieuse ?***

- 1- Un Etat-mosaïque
- 2- Des rapports changeants depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle
- 3- Le venin du confessionnalisme
- 4- L'aggravation des tensions politico-religieuses dans les années 1950-1960

#### ***B- Des causes éminemment politiques***

- 1- Des tensions sociales croissantes
- 2- Le facteur palestinien
- 3- Les ambitions des puissances voisines

### **II- Un affrontement idéologique ou une guerre de religion ?**

#### ***A- Un cours essentiellement déterminé par des facteurs a-religieux : confrontations miliciennes et interventions extérieures***

- 1- Le choc entre les Forces libanaises et les forces progressistes (avril 1975-mars 1976)
- 2- L'échec de la première stabilisation syrienne : de l'entrée des troupes syriennes à la bataille de Zahlé (1976-1981)
- 3- L'échec de la stabilisation occidentale : de l'opération *Paix en Galilée* au retrait de la force multinationale (1982-1984)
- 4- L'échec de la seconde stabilisation syrienne et le désordre milicien (1985-1987)
- 5- Vers une domination syrienne (1987-1990)

#### ***B- Une dimension religieuse de plus en plus marquée***

- 1- Des restructurations politiques d'ordre confessionnel
- 2- Effondrement des institutions étatiques suivant des lignes confessionnelles
- 3- Des projets de réformes dictés par l'appartenance confessionnelle
- 4- Vers une montée de la radicalité religieuse ?
- 5- Massacres confessionnels et homogénéisation religieuse

### **III- Un règlement difficile : enjeux diplomatiques et rééquilibrages confessionnels**

#### ***A- Une pax syriana ?***

- 1- La légalisation de l'occupation syrienne
- 2- Vers une inféodation durable du Liban ?

#### ***B- Un règlement défavorable aux chrétiens***

- 1- Un rééquilibrage institutionnel qui affaiblit les chrétiens
- 2- Un traitement inégal des milices et des chefs de guerre

## BIBLIOGRAPHIE SIMPLIFIÉE :

### Général :

AMMOUN Denise, *Histoire du Liban contemporain (1943-1990)*, tome 2, Fayard, Paris, 2005.

CORM Georges, *Le Liban contemporain*, La Découverte, Paris, 2003.

CORM Georges, *Géopolitique du conflit libanais*, La Découverte, Paris, 1986.

FISK Robert, *Pity the Nation : Lebanon at War*, Oxford University Press, Oxford, 1990.

KASSIR Samir, *La Guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional (1975-1982)*, Karthala, Paris, 1994.

PAKRADOUNI Karim, *Le Piège : de la malédiction libanaise à la guerre du Golfe*, Grasset, Paris, 1991.

PICAUDOU Nadine, *La déchirure libanaise*, Editions complexe, Bruxelles, 1992.

SARKIS Jean, *Histoire de la guerre du Liban*, PUF, Paris, 1993.

### Dislocation de l'Etat et de l'armée :

HOKAYEM Joseph, *L'armée libanaise pendant la guerre : un instrument du pouvoir du président de la République (1975-1985)*, Beyrouth, 2011.

AL-KHAZEN Farid, *The Breakdown of the State in Lebanon (1967-1976)*, I. B. Tauris, Londres, 2000.

### Déplacement de populations/bilan de la guerre :

KASPARIAN Robert, BEAUDOUIN André, *La Population déplacée par la guerre au Liban*, L'Harmattan, Paris, 1995.

LABAKI Boutros et ABOU RJEILY Khalil, *Bilan des guerres du Liban (1975-1990)*, L'Harmattan, Paris, 1993.

### Palestiniens :

GIANNOU Chris, *Vie et mort au camp de Chatila : le drame palestinien*, Albin Michel, Paris, 1990.

KAPELIOUK, Amon, *Sabra et Chatila : enquête sur un massacre*, Le Seuil, Paris, 1982.

### Communauté maronite :

KHALIL ABOU Joseph, *Les Maronites dans la guerre du Liban*, Edifra, Paris, 1992.

SNEIFER, Regina, *Les Guerres maronites*, L'Harmattan, Paris, 1994.

### Hezbollah :

DAHER Aurélie, *Le Hezbollah, Mobilisation et pouvoir*, PUF, Paris, 2013.

PALMER HARIK Judith, *Hezbollah. The Changing Face of Terrorism*, I. B. Tauris, Londres, 2004.

QASSEM Naim, *Hizbullah. The Story from Within*, Saqi Books, Londres, 2005.